

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2010
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2011
(AUVERGNE)

NOR : ASET1150105M
IDCC : 1597

Entre :
La FFB Auvergne ;
La FLB SCOP BTP Auvergne ;
La CAPEB Auvergne,

D'une part, et
La CGT-FO BTP ;
La CFDT Auvergne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2010. Il a été décidé, par accord, d'augmenter les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Auvergne à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 2

Les parties signataires ont arrêté au 1^{er} janvier 2011 la partie fixe à 387,43 € et la valeur du point à 5,96 €, sauf la position 150 qui est établie à 1 369,58 €.

Elles ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 369,58	9,03
– position 2	170	1 400,63	9,23
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 490,03	9,82
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 639,03	10,81
– position 2	230	1 758,23	11,59

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 877,43	12,38
– position 2	270	1 996,63	13,16

Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2262-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail, la présente décision sera déposée à la direction des relations du travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand. Une extension de cet accord sera demandée.

Fait à Clermont-Ferrand, le 13 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)